

Hâte d'entrer en campagne!

*« J'ai hâte d'entrer en campagne.
Hâte de rendre les coups. Hâte de
démonter avec vous tous les discours
déclinistes, défaitistes, fatalistes.*

*Hâte de combattre les
discours populistes,
complotistes, nationalistes.*

*Hâte de faire face aux
néolibéraux qui refusent
le partage équitable de
la valeur ajoutée et ne
respectent ni les hommes,
ni la nature. »*

En clôture du Conseil national du 8 octobre, Olivier Faure a tenu un discours particulièrement offensif, alors que les socialistes s'apprêtent enfin à entrer en campagne pour la Présidentielle et les Législatives, après la désignation de celui ou celle qui portera leurs couleurs en 2022.

Il s'agissait en effet du dernier acte du 79^e congrès : celui qui déterminait la composition de l'équipe nationale qui, autour du Premier secrétaire national, accompagnera notre candidat ou notre candidate à la Présidentielle.

À ce titre, la Fédération du Finistère sera bien représentée par Nathalie Sarrabezolles, en charge de la lutte contre la pauvreté, et Tristan Foveau, en charge de la transition écologique. C'est la première fois que deux Finistériens intègrent le secrétariat national.

Les socialistes ont hâte d'entrer en campagne pour qu'enfin, les vraies préoccupations des Françaises et des Français soient prises en compte. En 2022, on ne peut pas laisser le débat présidentiel porter sur le choix des prénoms des enfants ou sur une tentative de réhabilitation du régime de Vichy.



La société française aspire à la justice

« La société française aspire à la justice. Elle réclame l'égalité, à commencer par l'égalité entre les femmes et les hommes », a martelé Olivier Faure.

« Nous voulons augmenter le pouvoir d'achat des Français, parce qu'il est temps de leur rendre la part qui leur revient.

Nous voulons la transition écologique. Cette transition n'est plus seulement un objectif, elle est devenue un impératif. Elle va supposer de changer nos façons de consommer, de nous déplacer, de nous loger.

Mais la transition écologique suppose aussi la justice sociale ! Sans la justice sociale, la transition n'aura pas lieu. Elle sera contestée sur les ronds-points et dans les rues.

Les plus précaires, dont le gouvernement se soucie si peu, ce sont encore ceux qui vont payer sa réforme de l'assurance chômage.

Ce débat sur l'assurance chômage n'est que la préfiguration d'un autre : qui va payer la facture du "quoi qu'il en coûte" ? Aujourd'hui, ce sont les chômeurs qui paient l'acompte. Demain, les retraités. Et ensuite tous les autres, les classes moyennes, les classes populaires qui règlent pour tous ceux que le gouvernement épargne. »

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 14/10/2021

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Samuel Paty

Il y a un an, Samuel Paty, enseignant d'histoire-géographie, était sauvagement assassiné par un islamiste radical pour avoir simplement fait son travail : former et stimuler l'esprit critique de ses élèves.

Face à l'obscurantisme, tous les enseignants doivent être soutenus, par leur ministre de tutelle, bien sûr, mais aussi par l'ensemble des Françaises et des Français. Ce ne sont ni les élèves, ni leurs parents qui peuvent décider des programmes, qui peuvent s'ériger en censeurs de ce que pourraient dire ou montrer les enseignants. Céder aux pressions politiques, religieuses ou philosophiques reviendrait à abdiquer devant le fanatisme dont Samuel Paty a été la victime.

Pour lui rendre hommage, donnons son nom à des lieux de culture, d'éducation et d'émancipation. À des écoles, des médiathèques, des salles de spectacles. Et faisons du 16 octobre une journée de mémoire contre l'intolérance et l'obscurantisme.

PS29

Énergie : il est temps d'agir

La question du coût de l'énergie se pose avec d'autant plus d'acuité que nous entrons dans l'automne.



Le prix du gaz a augmenté de 12,6% en octobre

Pour Valérie Rabault, qui a interpellé le gouvernement sur ce sujet, « du fait de ces hausses, notamment celle du 1^{er} octobre, un ménage de deux adultes et deux enfants qui se chauffe au gaz et qui a une voiture à essence va voir sa facture augmenter de 806 euros sur une année pleine. Pour compenser cela, vous proposez de donner un Chèque énergie, de 100 euros de plus, à ceux de ces ménages qui perçoivent moins de 1700 euros par mois ».

Pour la présidente du groupe socialiste, d'autres solutions existent. La première consiste à créer un bouclier tarifaire énergétique, avec l'accès à un volume minimal de gaz, à l'instar de ce que testent aujourd'hui certaines collectivités locales pour l'eau, en appliquant aux premiers mètres cubes des prix préférentiels.

« Nous vous avons proposé de doubler le Chèque énergie et, surtout, de le verser automatiquement par virement, car on observe aujourd'hui 20% de non-recours à ce dispositif », a poursuivi l'élue socialiste.

Dès le mois d'avril 2021, le Parti Socialiste menait d'ailleurs une campagne d'information pour faire connaître ce dispositif, instauré par la loi du 17 août 2015, et inciter celles et ceux qui y sont éligibles à le demander. Le nouveau dispositif qui remplaçait les anciens tarifs sociaux, trop complexes, a permis d'améliorer l'attribution de cette aide. Mais pas encore suffisamment.

« Nous proposons de créer un bouclier tarifaire énergétique. »

« Nous vous proposons également d'augmenter le nombre de bénéficiaires en doublant le seuil actuel, ce qui permettrait à un ménage de deux adultes et deux enfants de pouvoir en bénéficier lorsque son revenu est inférieur à 3 500 euros par mois. Enfin, nous vous proposons d'accorder le Chèque énergie à celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur voiture pour aller travailler. Ils sont 14 millions dans notre pays et 8,5 millions d'entre eux ont moins de 1700 euros par mois. »

Et puisque la France présidera l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier 2022, les députés socialistes proposent de nous accorder avec nos partenaires européens pour appliquer une baisse temporaire de TVA sur les produits énergétiques.

Alors que le premier ministre ne cesse de répéter que le pouvoir d'achat des Françaises et des Français augmente, Olivier Faure rétorque que le « pouvoir de vivre » baisse. « Les dépenses contraintes, qui sont essentiellement des dépenses d'électricité, de fioul, de gazole ou de gaz augmentent. Donc, la capacité des ménages à financer des dépenses qui ne relèvent pas de l'immédiate nécessité, comme les loisirs, les vacances, la culture, se réduit considérablement. »



Un taux de non-recours de 20%

Compte tenu de l'ampleur des hausses du prix de l'énergie, les mesures proposées par les parlementaires socialistes finiront bien par être mises en œuvre. Mais que de temps perdu...

Un enjeu européen



Dans la lutte contre la précarité énergétique, les députés socialistes européens appellent l'UE à intervenir plus massivement. « Les premières et principales victimes sont les Européens les plus modestes, souvent logés dans les "passoires thermiques", ceux qui doivent parfois choisir entre manger ou se chauffer.

Au niveau français, le prétendu "bouclier" de Monsieur Castex revient à reporter la douloureuse à plus tard – après les échéances électorales. La manœuvre ne trompe personne.

Mais parce que l'enjeu est européen, nous avons demandé un débat au Parlement européen afin d'évaluer la situation et d'esquisser au plus vite des solutions communes.

On savait que les énergies fossiles étaient néfastes pour le climat et nous placent en état de dépendance vis-à-vis des fournisseurs

extra-européens (notamment la Russie) ; désormais tout le monde peut constater qu'elles sont en prime une impasse économique. Il faut donc nous en émanciper au plus vite.

Pour répondre à l'urgence, une forme de réserve stratégique européenne de gaz, voire une centrale d'achat de l'UE, permettrait de renforcer le pouvoir de négociation des Européens.

Le redémarrage simultané des économies à l'échelle mondiale a généré une forme d'emballlement qui illustre bien le fait que nos sociétés n'ont pas opté pour la nécessaire sobriété. Si l'on veut pouvoir se reposer sur une production énergétique décarbonée, il nous faut sortir du modèle de surconsommation, facteur de surexploitation de ressources naturelles. Pour agir sur la demande, les solutions sont connues : efficacité énergétique, rénovations thermiques. Pour ne pas en rester au stade du slogan, trois impératifs s'imposent : des investissements massifs, un accompagnement accru des secteurs les plus énergivores vers une transition juste et durable et de nouveaux programmes de formation professionnelle, d'information et de sensibilisation en direction des citoyens. »

Respecter les électeurs

« Il est désormais temps de retrouver un peu de sérieux autour de cette table et de se concentrer sur les sujets de fond au lieu de se positionner par rapport aux élections municipales de 2026. »

Tom Héliès, responsable du groupe majoritaire de L'Union pour Le Relecq-Kerhuon, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, lors du conseil municipal du 5 octobre pour dénoncer le comportement des élus du groupe Vert Le Relecq-Kerhuon.

En effet, ce conseil a acté la démission de deux élus de ce groupe. Le courrier expliquant ces démissions fait référence à une promesse de campagne qui consistait à « **procéder à une rotation des élus** ».

« Nous avons donc recherché et relu le programme de ce groupe politique », a précisé Tom Héliès. « Mais à aucun endroit il est fait mention de cette "rotation". Et

pour cause, qui pourrait sérieusement voter pour une liste dont les candidats démissionneraient au bout d'un an ? Qu'en serait-il si ce groupe avait remporté les élections ? Dans quelle instabilité se serait retrouvée notre ville ? Qui peut croire que les compétences d'une collectivité et la maîtrise de son fonctionnement s'acquièrent en seulement un an ? Que des dossiers souvent complexes peuvent se maîtriser en quelques mois ? »



Tom Héliès : l'heure est au travail, pas à la préparation de 2026

Voilà pour la version officielle, présentée par le groupe Vert Le Relecq-Kerhuon. « Car, dans la presse », poursuit Tom Héliès, « nous apprenons que ces démissions sont aussi motivées par le fait de se préparer aux futures échéances municipales de 2026. Voilà qui permet de mieux comprendre ce qu'il se passe, depuis un an, autour de cette table du conseil. Ce groupe n'a donc jamais voulu travailler avec nous, pour notre ville et ses besoins actuels, et n'a qu'un seul objectif : 2026 !

Pendant que l'équipe majoritaire gère une crise sanitaire sans précédent, que nous nous attelons à mettre en place notre programme, que nous veillons à améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants, que nous nous démenons chaque jour pour que cette ville rayonne et reste attractive. Voilà la seule préoccupation de notre opposition : se préparer aux échéances qui auront lieu dans... quatre ans et demi ! Triste aveux, triste constat... »

Michel Rocard, l'Européen

L'association MichelRocard.org, en partenariat avec l'École Nationale d'Administration (ENA), la Caisse des Dépôts et Consignations et la Fondation Jean-Jaurès, a organisé les 6 et 7 octobre, à Strasbourg, un colloque consacré à l'engagement européen de Michel Rocard, tout au long de son parcours politique.

L'internationalisme, et donc le combat européen, a toujours été au cœur du combat politique de Michel Rocard, au PSU d'abord, puis au PS. Les multiples témoignages de dirigeants européens qui l'ont côtoyé en attestent.

Paradoxalement, les élections européennes de 1994 ont donné un coup d'arrêt à sa carrière politique. « À cette époque, le Parti Socialiste est au plus bas. Michel Rocard devient Premier secrétaire et se prépare pour la Présidentielle de 1995 », a rappelé Bernard Poignant. Mais lorsqu'arrivent les élections

européennes, que doit faire le Premier secrétaire du PS ?

Traditionnellement, c'est à lui qu'il revient de mener la liste. Fallait-il faire une exception ? La question a été posée. Mais Michel Rocard a choisi, comme François Mitterrand avant lui, de mener ce combat. C'était sans compter sur le soutien apporté par l'Élysée à la liste conduite par Bernard Tapie.



L'engagement de toute une vie

Cependant, une fois élu au Parlement de Strasbourg, Michel Rocard se révéla un Européen déterminé et un acteur de premier plan de la construction européenne, au point d'avoir failli devenir président de cette assemblée.

Pierre Emmanuel Guigo, président de l'association MichelRocard.org, a rappelé les combats menés par l'ancien premier ministre au Parlement européen. Ils sont la suite logique de ses engagements précédents, en tant que militant, ministre ou premier ministre. Il s'est concentré sur trois axes principaux. D'abord, l'Europe de la défense. Dès la chute du mur de Berlin, Michel Rocard a compris que l'UE devait se doter d'une défense autonome. Ensuite, l'Europe sociale puisque, dans son esprit, le marché unique ne pouvait pas être l'unique dimension de la construction européenne. Et enfin, dans la même logique, la coopération internationale, pour la Paix et le développement, qui a toujours guidé son engagement.

Agenda

19 octobre

19h00 : Conseil fédéral,
Espace
François Mitterrand
à Pont-de-Buis.

23 octobre

Convention nationale
d'investiture de notre
candidat.e à Lille.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1370 - Vendredi 15 octobre 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

Olaf Scholz, l'homme de la situation

Nicolas Stallivieri

Les sociaux-démocrates ont su rénovier le SPD et présenter le candidat qui correspondait le mieux aux attentes des Allemandes et des Allemands pour engager les transitions écologiques et numériques, nous explique Nicolas Stallivieri, secrétaire de la section socialiste des Français de Hambourg.

Cap Finistère : Comment peut-on expliquer la victoire du SPD qu'on disait voué à disparaître il y a quelques mois ?

Nicolas Stallivieri : Les Allemands ont vécu une campagne assez particulière après les seize années passées par Angela Merkel à la chancellerie. Trois partis pouvaient prétendre remporter ces élections : les Verts, les conservateurs de la CDU-CSU et les sociaux-démocrates du SPD.

Les écologistes n'ont pas su tirer leur épingle du jeu et leur candidate n'a pas réussi à convaincre. Certaines propositions, trop radicales, dans le contexte politique allemand, comme l'augmentation du prix de l'essence ou la limitation de vitesse sur les autoroutes, ont effrayé les électeurs.

Les inondations de cet été ont joué un rôle très important. Elles ont permis de placer la question climatique au cœur des débats. Mais elles ont aussi été catastrophiques pour le candidat soutenu par la chancellerie sortante. En effet, tous les Allemands ont été choqués de sa désinvolture, en arrière-plan du président qui rendait hommage aux victimes. L'image d'Armin Laschet a été considérablement abîmée par cet épisode.

Mais, au-delà de ces péripéties, qui ont tout de même marqué l'opinion, il y a des ressorts plus puissants. Il faut se souvenir des élections de 2017. À l'époque, il y a eu de longues discussions pour former un gouvernement et on parlait même d'une possible coalition Jamaïque, (noir, vert, jaune). Il est très vite apparu que ces trois partis ne pouvaient pas s'entendre. Une grande partie des adhérents du SPD ne voulaient pas gouverner avec la CDU. Il a fallu un congrès du SPD pour acter leur participation. Donc, déjà, en 2017, la grande coalition CDU/SPD était à bout de souffle.

Mais ce congrès a également décidé d'engager un profond processus de rénovation programmatique, notamment sur le plan social et un inventaire des années Schröder. Au cours de la campagne, Olaf Scholz s'est révélé comme celui qui captait le mieux les aspirations des Allemands. Il y a eu deux grands sujets dans cette campagne : la transition écologique et la transition numérique, puisque l'Allemagne accuse un retard assez important dans ce domaine. Très

vite, les électeurs se sont rendu compte que les Verts, seuls, ne parviendraient pas à relever ces défis et qu'il fallait absolument une dimension sociale, portée par les sociaux-démocrates.



Cap Finistère : Comment faut-il lire la nouvelle carte électorale ? Le Sud vote à Droite et le Nord et l'Est à Gauche ?

Nicolas Stallivieri : Oui, on voit bien que le Sud, en particulier la Bavière, reste fidèle aux conservateurs et que le Nord et l'Est ont fait confiance à la Gauche. Mais il faut comparer la carte d'aujourd'hui avec celle de 2017 qui était quasi totalement noire.

À cette division territoriale, il faut aussi ajouter une division par âge. Les plus jeunes électeurs votant pour les Verts ou pour les Libéraux et les plus âgés choisissant plutôt la sécurité en votant pour les partis traditionnels, comme le SPD ou la CDU.

Cap Finistère : Comment expliquer le faible score de l'Extrême-droite ?

Nicolas Stallivieri : Je crois que ce score n'est pas si faible que ça et même que l'Extrême-droite s'enracine, en particulier dans les Landern comme la Saxe et la Saxe-Anhalt. Ils ont certes un peu reculé mais seulement de 1 à 2%. L'AFD (Alternativ für Deutschland) est tout de même le quatrième groupe du Bundestag alors que Die Linke a failli n'être pas présente.

L'AFD s'est créée à l'origine sur une ligne anti-européenne et les conséquences du Brexit montrent bien qu'ils se sont trompés. En outre, le parti est assez divisé. Mais, il agrège de nouveaux soutiens, notamment autour des thématiques anti-vaccination.

Cap Finistère : Quel partenaire sera Olaf Scholz au sein du couple franco-allemand ?

Nicolas Stallivieri : Olaf Scholz a été maire de Hambourg, grande ville commerçante qui regarde traditionnellement vers l'Angleterre et le Nord de l'Europe, mais aussi vers les États-Unis. Il est clairement pour que l'Allemagne reste dans l'OTAN ce qui, pendant cette campagne, a constitué une vraie ligne de fracture avec Die Linke.

Mais il a aussi été le ministre plénipotentiaire pour les relations culturelles avec la France. Conscient de l'importance des relations franco-allemandes, il a été à l'origine du projet de lycée franco-allemand de Hambourg, convaincu que les échanges, en particulier des jeunes, lycéens, étudiants ou en apprentissage, permettent de consolider les partenariats entre les deux pays.